

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CCXVI.

---

*Du Mercredi 17 Février 1790.*

LA séance a commencé par la lecture du procès-verbal de la fête civique qui eut lieu dimanche dernier. M. le président a annoncé la nomination de son successeur.

Sur 603 voix, M. l'évêque d'Autun en a eu 373; M. l'Abbé Syëes 125, & 105 voix ont été perdues.

Le résultat du scrutin des secrétaires a donné à M. de Castellane 334 voix, à M. Champagni 309, & à M. Biozat 260; les suppléans sont MM. Guillaume, de Cernon & de Toulougeon.

Après avoir proclamé le résultat du scrutin, M. de Pufy a dit :

*Discours de M. de Pufy.*

MESSIEURS,

« Je ne m'étois point dissimulé les difficultés, les épines de la carrière que je viens de parcourir; mais vos bontés ont aplani ma route, & j'emporte, en quittant le poste honorable que vous m'aviez confié, la pensée consolante que le mérite & les talens connus de mon successeur auront

*Tome VII.*

F

bientôt fait oublier les fautes involontaires qui ont échappé à l'inexpérience de mon zèle ».

Avant de prendre sa place , M. l'évêque d'Autun a prononcé le discours suivant.

MESSIEURS,

« Vos bontés m'appellent à une place que vos suffrages rendent dans tous les tems si honorable , & dont vos travaux rehaussent tous les jours la dignité. Dans cet instant , qui déjà m'atteste toute votre indulgence , j'ose vous en demander une nouvelle preuve ; c'est de permettre à mon zèle de solliciter l'emploi de tous vos momens , de vous présenter sans relâche vos grands travaux , & d'implorer votre secours contre tous les objets secondaires qui chercheroient à retarder votre marche , & à usurper votre attention.

» Je me trouve heureux que ma première fonction soit d'être l'organe de l'assemblée , dans l'expression des sentimens qu'elle conserve pour mon prédécesseur. Vos suffrages lui ont renouvelé chaque jour l'honneur d'un premier choix , & la France entière y a applaudi avec transport , à l'époque à jamais mémorable où il a si dignement exprimé l'émotion universelle qu'a fait naître la présence du roi dans cette assemblée ».

L'ordre du jour appeloit la discussion des articles généraux , proposés à la séance précédente , sur la division générale du royaume. La lecture du premier article a été suivie de plusieurs amendemens , parmi lesquels deux ont été rejetés par la question préalable ; un troisième proposé par M. Granger , avoit pour objet de ne laisser qu'aux seuls districts & départemens , pour lesquels il a été fait des réserves par des décrets particuliers , la liberté de proposer des choix ou des changemens des chefs-lieux ;



il a proposé en conséquence de dire , *par différens décrets* ; en supprimant le mot *les* , & l'article a été décrété ainsi :

ARTICLE PREMIER.

» La liberté réservée aux électeurs de plusieurs départemens ou districts par différens décrets de l'assemblée nationale , pour le choix des chefs-lieux & l'emplacement de divers établissemens , est celle d'en délibérer & de proposer à l'assemblée nationale ou aux législateurs qui suivront , ce qui paroîtra le plus conforme à l'intérêt général des administrés & des juridiciables. »

Le second article a essuyé d'abord des contradictions , ensuite des amendemens.

MM. Fréteau & Desmeuniers propoisoient des changemens dans la rédaction. L'amendement de M. Desmeunier a été adopté ; celui de M. Fréteau , rejeté par la question préalable.

M. Buzot a demandé la division de l'article , pour que la partie concernant le changement des chefs-lieux fût rejetée , & que celle qui concernoit les échanges fût adoptée.

M. de Traci vouloit que cet article ne fût que l'explication du premier ; mais M. Biozat a dit que les changemens qui seroient demandés par la suite , ne pouvoient être accordés qu'autant qu'ils seroient nécessaires ; qu'ainsi , il étoit inutile d'assurer , par un décret , des droits qui tiendroient à la loi de la nécessité. Il a conclu à ce que l'article fût rejeté comme inutile & dangereux.

On est allé aux voix , & l'assemblée a décrété qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur le deuxième article.

M. Dellei d'Agier propoisoit d'ajouter à l'art. III, que quand les limites du district ou du département seront formées par une ligne tirée d'un point à un autre , les départemens & les districts seront tenus à des échanges à l'amiable , pour que les territoires des paroisses ne soient pas divisés.

M. Goupilleau propoisoit de retrancher ces derniers

mots de l'article : & tous ceux qui sont soumis à l'administration spirituelle de la paroisse. Cet amendement a été adopté ; on a rejeté celui de M. Dellei d'Agier , & l'article a été décrété ainsi :

#### A R T. I I.

« Dans toutes les démarcations fixées entre les départemens & les districts, il est entendu que les villes & bourgs portent le territoire soumis à l'administration directe de leurs municipalités , & que les communes rurales de campagne comprennent de même tout le territoire, tous les hameaux, toutes les maisons isolées, dont les habitans sont cotisés sur les rôles d'imposition du chef-lieu. »

Les amendemens se sont multipliés sur l'article IV. Le premier consistoit à ajouter ces mots, *un grand chemin ; à ceux-ci, lorsqu'une rivière est indiquée comme limite.*

Cet amendement a été rejeté.

M. Marguerites a proposé un second amendement qui n'a pas eu plus de succès ; il étoit conçu ainsi :

« Le fleuve du Rhône excepté, le provisoire restant en l'état & sans rien innover, jusqu'à ce que la question de la propriété des deux Rhônes ait été réglée définitivement entre les départemens du Dauphiné, de la Provence & du Languedoc. »

Il s'est élevé un grand nombre de réclamations contre cet amendement qui a été rejeté.

M. Bouche en a proposé un troisième, qui consistoit à substituer à ces mots, *ne sont bornés que par le fil de l'eau*, ceux-ci, *ne sont bornés que par le milieu du lit de la rivière* : ce qui a été adopté.

M. Chabroud a demandé le retranchement des six dernières lignes de l'article, commençant par ces mots : *sans préjudice du droit*, &c. Il a été adopté, & l'article a été décrété ainsi :



## A R T. I I I.

Lorsqu'une rivière est indiquée comme limite entre deux départemens ou deux districts, il est entendu que les deux départemens ou les deux districts ne sont bornés que par le milieu du lit de la rivière, & que les deux directoires nationaux concourent à l'administration de la rivière. Divers établissemens proposoient de décréter à la suite de cet article, la question suivante :

« Les atterrissemens & les îles que les fleuves, les rivières, les torrens forment, appartiendront tout entiers au bord dont ils seront les plus voisins ; & les possesseurs, ainsi que les propriétaires de ces atterrissemens, seront imposés dans la communauté, canton, district ou département, dont les atterrissemens feront partie. »

Plusieurs personnes ayant observé que c'étoit un objet purement de législation, la question préalable a été proposée & admise.

Il a également déclaré n'y avoir lieu à délibérer sur l'article V, parce que la configuration des limites de chaque département & de chaque district, ne pourra être tracée avec exactitude qu'après la première législation.

L'article VI paroïssoit être d'une utilité plus générale, puisqu'il permettoit à toutes les communautés qui n'étoient pas à plus de 500 toises des limites du district, & à plus de 1200 des limites des départemens, de passer par provision au département le plus convenable à leurs intérêts.

Quelques députés du Dauphiné & de la haute Auvergne se sont élevés contre cet article, qu'ils ont présenté comme moyen de trouble & de subversion dans les départemens ; comme si l'on pouvoit obliger les peuples à se faire administrer au préjudice de leurs intérêts & de leur convenance. Ce droit n'est-il pas indestructible ? Aussi M. Dupont s'est-il écrié :

« Les porte-feuilles de votre comité de constitution sont



mots de l'article : & tous ceux qui sont soumis à l'administration spirituelle de la paroisse. Cet amendement a été adopté ; on a rejeté celui de M. Dellei d'Agier , & l'article a été décrété ainsi :

# ART. II.

« Dans toutes les démarcations fixées en départemens & les districts, il est entendu que les villes qui portent le territoire soumis à l'administration directe de leurs municipalités , & que les communes de campagne comprennent de même tout le territoire, tous les hameaux, toutes les maisons isolées, dont les habitans sont cotisés sur les rôles d'imposition du chef-lieu. »

Les amendemens se sont multipliés sur l'article IV. Le premier consistoit à ajouter ces mots, *un grand chemin* ; à ceux-ci, *lorsqu'une rivière est indiquée comme limite.*

Cet amendement a été rejeté.

M. Marguerites a proposé un second amendement qui n'a pas eu plus de succès ; il étoit conçu ainsi :

« Le fleuve du Rhône excepté, le provisoire restant en l'état & sans rien innover, jusqu'à ce que la question de la propriété des deux Rhônes ait été réglée définitivement entre les départemens du Dauphiné, de la Provence & du Languedoc. »

Il s'est élevé un grand nombre de réclamations contre cet amendement qui a été rejeté.

M. Bouche en a proposé un troisième, qui consistoit à substituer à ces mots, *ne sont bornés que par le fil de l'eau*, ceux-ci, *ne sont bornés que par le milieu du lit de la rivière* : ce qui a été adopté.

M. Chabroud a demandé le retranchement des six dernières lignes de l'article, commençant par ces mots : *sans préjudice du droit*, &c. Il a été adopté, & l'article a été décrété ainsi :



## A R T. I I I.

Lorsqu'une rivière est indiquée comme limite entre deux départemens ou deux districts, il est entendu que les deux départemens ou les deux districts ne sont bornés que par le milieu du lit de la rivière, & que les deux directoires n'ont à concourir à l'administration de la rivière. Divers états proposoient de décréter à la suite de cet article, la disposition suivante :

« Les atterrissemens & les îles que les fleuves, les rivières, les torrens couvrent, appartiendront tout entiers au bord dont ils seront les plus voisins ; & les possesseurs, ainsi que les propriétaires de ces atterrissemens, seront imposés dans la communauté, canton, district ou département, dont les atterrissemens seront partie. »

Plusieurs personnes ayant observé que c'étoit un objet purement de législation, la question préalable a été proposée & admise.

Il a également déclaré n'y avoir lieu à délibérer sur l'article V, parce que la configuration des limites de chaque département & de chaque district, ne pourra être tracée avec exactitude qu'après la première législature.

L'article VI paroissoit être d'une utilité plus générale, puisqu'il permettoit à toutes les communautés qui n'étoient pas à plus de 500 toises des limites du district, & à plus de 1200 des limites des départemens, de passer par provision au département le plus convenable à leurs intérêts.

Quelques députés du Dauphiné & de la haute Auvergne se sont élevés contre cet article, qu'ils ont présenté comme moyen de trouble & de subversion dans les départemens ; comme si l'on pouvoit obliger les peuples à se faire administrer au préjudice de leurs intérêts & de leur convenance. Ce droit n'est-il pas indestructible ? Aussi M. Dupont s'est-il écrié :

« Les porte-feuilles de votre comité de constitution sont



remplis de plus de quatre mille adresses & de réclamations ; dont une partie sont évidemment bien fondées , & d'autres sollicitées peut-être , par des négociations particulières. Qu'a fait votre comité ? Il vous a proposé un moyen simple & provisoire , qui concilie les esprits avant la décision de la première législature , sans donner aucune secousse dangereuse. Je demande que cet article soit conservé pour votre conscience , & sur-tout pour la mienne. »

On a réclamé la question préalable , & M. Fréteau l'a appuyée.

Alors M. Dupont a fait lecture de l'instruction envoyée par l'assemblée nationale , à la suite du décret sur les assemblées administratives ; & il a prouvé par le contenu , à la page troisième , que l'article du comité n'en étoit pas la copie exacte (1).

M. Garat aîné , après cette lecture , s'est écrié : « Je vote pour la question préalable , parce que le droit de changer contre les communautés limitrophes , a été reconnu dans l'instruction de l'assemblée ; & que ce droit est vraiment incontestable. »

C'est dans ces circonstances que la question préalable contre l'article VI , a été adoptée.

Quant à l'article VII , M. Dorthan a demandé d'y ajouter que la nouvelle division en départemens , ne changeroit

(1) « Cette exécution préalable ne nuira point aux représentations de ceux qui se croiront fondés à en faire. Les corps administratifs une fois formés & établis en chaque département & en chaque district , deviendront les juges naturels de ces communautés locales. Ils feront , de concert entr'eux , toutes les rectifications dont leurs limites respectives se trouveront susceptibles pour concilier l'intérêt des particuliers avec le bien général ; & s'il arrivoit qu'ils ne pussent pas s'accorder sur quelques-uns , l'assemblée nationale les réglera sur les motifs qu'ils lui feront parvenir. » Instruction , page 3.



rien dans la perception des impôts, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné. M. Guilloin a fait une rédaction conforme qui a été adoptée. Voici l'article, tel qu'il a été décrété.

#### A R T. I V.

La division du royaume en départemens & en districts n'est décrétée, quant à présent, que pour l'exercice du pouvoir administratif & les anciennes divisions relatives au pouvoir judiciaire & à la perception des impôts, subsisteront jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Les dispositions relatives aux villes qui ont été désignées, comme pouvant être sièges des tribunaux, sont subordonnées à ce qui sera décrété sur l'ordre judiciaire.

M. le garde des sceaux a fait plusieurs envois: le premier renfermoit une lettre de l'évêque de Bâle, avec un mémoire contenant ses réclamations; on a renvoyé ces pieces au comité féodal.

Le second contenoit une notice d'un grand nombre de décrets que le roi avoit sanctionnés.

Le troisieme concernoit un objet des plus importants, c'étoit un mémoire envoyé au nom du roi, à l'occasion des troubles qui affligent quelques parties du royaume, & qui ne sont suscités que par des brigands.

Comme ce mémoire a fait beaucoup d'impression & qu'il va devenir l'occasion d'une loi, nous en ferons connoître quelques traits.

Le ministre commence ainsi :

« Les désordres qui se renouvellent dans plusieurs provinces & qui menacent les propriétés & la vie même des citoyens, sont pour sa majesté le sujet d'une profonde affliction.

« Des brigands armés, commettent impunément les plus grands excès, & toutes les propriétés en seroient bientôt la proie, si l'on ne pouvoit parvenir à rétablir enfin l'ordre & l'empire des loix ».



Ce soin est le premier des devoirs du monarque , & sa majesté n'a négligé , pour le remplir , aucun des moyens qui dépendent d'elle.

» L'assemblée nationale informée d'une partie de ces maux , a fait supplier le roi de donner de nouveaux ordres pour l'exécution du décret du 10 août dernier , sanctionné par sa majesté ».

Le roi , pour répondre à cette juste invitation , a voulu faire connoître à l'assemblée les difficultés qu'il faut vaincre , & qu'on ne peut surmonter que par le concours de tous les pouvoirs.

Sa majesté , en sanctionnant le décret du 10 août dernier , étoit dans la confiance que les officiers civils ou municipaux n'hésiteroient pas à invoquer le secours des troupes , pour réprimer les insurrections que leur influence & les milices nationales ne pourroient calmer.

» Mais un nombre infini d'exemples constate que les officiers civils ou municipaux , sont empêchés par la crainte même qu'inspirent ces insurrections de requérir l'assistance militaire ».

L'assemblée nationale frappée de cet inconvénient , a cru devoir modifier son décret , pour assurer davantage la liberté du transport des subsistances ; & par celui du 5 octobre dernier , sanctionné par le roi , il a été prescrit « Que toutes personnes seront autorisées à réclamer les secours du pouvoir exécutif & la force militaire , pour faciliter le transport des bleds , à la charge de faire préalablement constater les refus & contraventions par le premier officier public , sur ce requis.

Le même inconvénient compromet aujourd'hui les propriétés & la vie des citoyens. »

Ici le mémoire contient des détails affreux sur une émeute dont la ville de Beziers vient d'être le théâtre. Elle eut pour cause une fausse de faux sel sur des contrebandiers armés.



trente-deux commis avoient déposé leur prise dans l'hôtel de ville, & crurent devoir y passer la nuit. Nous ne rapporterons ni les progrès rapides de l'insurrection du peuple, ni les effets de la modération, de la prudence courageuse de M. de Baudré, lieutenant colonel du régiment de Medoc, en garnison à Béziers. Nous voudrions pouvoir dérober à tous les yeux le spectacle des excès commis contre les employés & leurs femmes . . . . nous voudrions effacer de ce mémoire, ces lignes terribles qui annoncent que cinq de ces malheureux ont été pendus. . . . Jettons cette palette lugubre, & ne présentons à nos lecteurs que l'assemblée des citoyens de Béziers formée au milieu de cette anarchie.

Là, dans une église, un homme du peuple, dont le nom m'ériteroit d'être connu, ouvre l'avis d'aller prier le commandant de rétablir la paix & de se charger de la police de la ville. Cet avis est unanimement adopté & suivi, & M. de Baudré cédant à la confiance des citoyens, parvient bientôt à tout apaiser, & à remédier, porte le mémoire, autant qu'il étoit en lui, à l'inaction & à la retraite des commis, dont une simple requisition eût prévenu tout excès. »

« Mais quelque nécessaire que soit, continue le ministre, l'assistance efficace des troupes dans des cas semblables, le roi croit devoir à ses sujets l'exemple du respect pour la loi. »

Sa majesté a jugé nécessaire de faire mettre ces faits & ces considérations sous les yeux de l'assemblée, en la pressant de la manière la plus forte & la plus instante, de chercher efficacement les moyens propres à concilier la liberté avec la sûreté des citoyens, la conservation des propriétés & le maintien général de l'ordre public.

» Sa Majesté ne peut supporter qu'aucun de ses sujets qui doivent tous se reposer avec confiance sur sa vigilance & son autorité, soit exposé à des violences & des traitemens barbares, contre lesquels l'intérêt social & tous



les sentimens de justice & d'humanité s'élevent également ; & l'assemblée nationale appercevra sans doute que le progrès ou la continuité de pareils désordres pourroit affoiblir l'attachement des peuples au succès de ses importans travaux , & retarder le bienfait d'une constitution qui doit être l'objet des vœux de tous ceux qui aiment la patrie. »

La discussion ayant été ouverte sur ce mémoire , M. Emeri a pris la parole.

» Voilà des désordres, a-t-il dit , auxquels il est instant de remédier ; mais vous devez porter votre attention sur les moyens qu'il faut employer , car votre intention n'est pas , quelques graves que soient ces délits , de détruire les principes constitutionnels ; je crois que le roi comme chef suprême du pouvoir exécutif a tous les moyens de pouvoir arrêter ces désordres. Vos articles constitutionnels exigent seulement que le magistrat civil requiert la force publique ; mais , dit-on , les officiers municipaux craignent de requérir : on n'a pas eu encore l'exemple des juges royaux , agens immédiats du pouvoir exécutif , qui aient fait de pareilles requisitions. Nous sommes , il est vrai , dans des circonstances si critiques , que nous ne pouvons compter que sur le patriotisme des officiers publics , quoique les magistrats , à la veille d'être détruits , mettent beaucoup d'indifférence dans l'exercice de leurs fonctions.

» Nous sommes obligés de prendre un parti ; mais comme je craindrois de me décider dans ce premier moment , je propose de charger le comité de constitution de chercher les moyens de pourvoir à la tranquillité des provinces , & de proposer demain un projet de décret ; mais il ne faut pas s'engager dans des mesures qui peut-être pourroient devenir dangereuses. »

J'adopte cette opinion , a dit M. de Foucaud ; je crois



que l'origine des troubles des provinces méridionales, est dans le bas Limousin. Les auteurs de ces troubles s'autorisant de la proscription du régime féodal, se sont dit envoyés par le Roi & par l'assemblée nationale; c'est ainsi qu'ils ont trompé le peuple des campagnes; c'est la raison & l'instruction qu'il faudroit employer, & le peuple du Périgord est encore bien moins avancé que celui des autres provinces.»

M. Foucaud a fait ensuite un tableau de tous les excès que les auteurs de ses troubles se permettent contre les possesseurs de châteaux, les femmes & les vieillards; excès plus graves que ceux qu'ils ont commis, en arrachant les girouettes & en brulant les bancs seigneuriaux.

« Il n'y a d'autres moyens, a ajouté M. Foucaud, que d'envoyer des troupes de cavalerie, qui jointes aux maréchaussées, agiront avec forces contre ceux qui l'emploient, car on peut repousser la force par la force d'après la déclaration des droits.»

M. l'abbé Grégoire a pris la parole au nom du comité des rapports, pour demander l'ajournement au lendemain, afin de pouvoir rendre compte des pièces envoyées à ce comité.

Il y a une cause principale de tous ces défordres, a-t-il dit; elle est dans les brochures incendiaires répandues avec profusion dans les provinces, tandis que vos députés y sont entièrement ignorés.

On peut observer ensuite que ces troubles sont arrivés presque en même-tems dans plusieurs provinces, comme il arriva au mois de juillet dernier, & cette identité dans les époques mérite qu'on y réfléchisse.

M. de la Fayette est monté ensuite à la tribune, & les applaudissemens que sa vue a excités, ont fait desirer davantage de l'entendre sur une matière qui intéresse également le peuple & la liberté.



« L'affaire qui occupe l'assemblée , a-t-il dit , me paroît d'une nature aussi grave qu'urgente. L'assemblée nationale a toujours témoigné son indignation contre les désordres qui affligent la France , & cependant les désordres continuent. Ils ont augmenté depuis quelque temps au grand regret des amis de la liberté , qui y voyent du danger pour elle ; au nom des amis de la justice & de l'humanité , qui comptent les malheurs particuliers ; au nom des amis du peuple , dont le repos est troublé , & dont la subsistance est quelquefois compromise.

» Qu'il me soit permis de réclamer au nom de ce peuple ; & contre les accusations qui le calomnient , & contre les justifications qui l'outrage. Le peuple veut la liberté ; mais il attend aussi la justice & la paix ; il l'attend des décrets de l'assemblée , & même des décrets provisoires ; il l'attend des officiers civils & municipaux auxquels il a donné sa confiance : il l'attend aussi du pouvoir exécutif qu'on ne doit plus chercher dans les ruines ; mais là , où il réside , dans la constitution , car il ne doit plus agir que par elle & pour elle. Je pense qu'il faut charger le comité de constitution de se concerter avec le comité des rapports , pour proposer incessamment un décret qui fasse cesser les désordres qui empêchent les fondemens de notre constitution de s'affermir. »

Ce discours bien digne d'un héros citoyen à qui le peuple a confié l'exercice de ses forces , a été vivement applaudi ; on est allé aux voix , & l'assemblée a décrété de renvoyer le mémoire des ministres au comité de constitution , qui présentera aujourd'hui un projet de loi relative à ses désordres.

### A V I S.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraires , de l'Europe.